



Régie Municipale de Saint-Avold
53, rue Foch
B.P. 50005
57501 SAINT-AVOLD CEDEX
Tél. : 03 87 91 25 03 – Fax : 03 87 91 20 90

- **Electricité**
 - **Gaz**
 - **Eau**
 - **Assainissement**
 - **Eclairage Public**
 - **Chauffage Urbain**

RUES D'HAUGERANVILLE – PONCELET
Renouvellement des réseaux ELECTRICITE, EAU, ECLAIRAGE PUBLIC
et
NUMERIQUES
Reprise de branchements électrique, eau et numériques

R.P.A.O.

Règlement Particulier d'Appel d'Offre

| Maître d'Ouvrage- Maître d'Oeuvre | Entreprise |
|--|------------|
| Energis 53,rue Foch BP 5005 57501 SAINT-AVOLD | |

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|---|
| Article 1 : OBJET DE L’APPEL D’OFFRES : | 3 |
| Article 2 : CONDITION DE L’APPEL D’OFFRES : | 3 |
| 2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D’APPEL D’OFFRES : | 3 |
| 2.2 MAITRISE D’OEUVRE : | 3 |
| 2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS : | 3 |
| 2.3.1 CONTROLE TECHNIQUE : | 3 |
| 2.4 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES : | 3 |
| 2.5 VARIANTES : | 4 |
| 2.6 DELAIS D’EXECUTION : | 4 |
| 2.7 MODIFICATION DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION : | 4 |
| 2.8 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES : | 4 |
| 2.9 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L’HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL : | 4 |
| Article 3 : MODALITE D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION : | 4 |
| 3.1 TELECHARGEMENT DU D.C.E. : | 4 |
| Article 4 : PRESENTATION DES OFFRES : | 5 |
| 4.1 PRESENTATION DES OFFRES SUR SUPPORT PAPIER : | 5 |
| 4.1.1 REMISE DES OFFRES : | 5 |
| 4.1.2 ENVELOPPES INTERIEURES : | 5 |
| 4.2 TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE : | 7 |
| 4.3 CORRECTION DES ERREURS RELEVES DANS LE DCE : | 7 |
| Article 5 : JUGEMENT DES OFFRES : | 7 |
| Article 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES : | 8 |

Article 1 : OBJET DE L’APPEL D’OFFRES :

Le présent marché est passé conformément à la procédure adaptée prévue aux articles 26 et 28 du Code des Marchés Publics.

Le présent marché concerne la description des travaux de renouvellement des réseaux et branchements Electricité, Eau, Eclairage public et Numériques, rue d’Haugeranville et Poncelet à Saint-Avold.

Date prévisionnelle de démarrage des travaux :

Le 15 juillet 2019

Article 2 : CONDITION DE L’APPEL D’OFFRES :

2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D’APPEL D’OFFRES :

Le présent appel d'offres à procédure adaptée est lancé sans variante. Il est soumis aux dispositions des articles 26 à 28, 46 à 48 du code des marchés publics.

2.2 MAITRISE D’OEUVRE :

La maîtrise d’œuvre est assurée par le bureau d’études d’ENEGIS 53, rue du Maréchal Foch 57500 Saint-Avold.

2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS :

Le présent marché ne fait pas l’objet d’une décomposition en tranches ou en lots

Le marché sera conclu à l'entreprise générale; les offres devront désigner tous les sous-traitants, chargés des prestations qui ne seront pas exécutées par le titulaire du marché, et dont le montant est supérieur à 1.000 €.

2.3.1 CONTROLE TECHNIQUE :

Les travaux faisant l’objet du présent marché sont soumis aux contrôles techniques dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2.4 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2.5 VARIANTES :

Aucune variante n’est autorisée.

2.6 DELAIS D’EXECUTION :

Un délai maximal pour l’exécution des travaux du présent lot est inscrit dans le cadre de l’acte d’engagement.

Le Maître d’ouvrage octroie la possibilité de proposer un délai d’exécution inférieur à celui indiqué. La proposition du soumissionnaire sera prise en compte dans le cadre de l’attribution du présent marché.

2.7 MODIFICATION DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le Maître de l’ouvrage se réserve le droit d’apporter, au plus tard QUINZE (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l’étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Le délai de validité des offres est fixé à **90 Jour(s) à compter de la date limite de remise des offres.**

2.9 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L’HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL :

Aucune stipulation particulière n’est imposée, celles indiquées par le C.C.A.G. Travaux étant seules applicables.

Article 3 : MODALITE D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION :

3.1 TELECHARGEMENT DU D.C.E. :

Le D.C.E. du présent marché est consultable et téléchargeable sur le site suivant :

www.regie-energis.com/marches-publics.php

Pour tout renseignement complémentaire quant à l’obtention et à la transmission des offres, le candidat peut s’adresser à :

Régie Municipale Energis
☎ : 03 87 91 25 03

Mr Walter et Mr Deflandre

Article 4 : PRESENTATION DES OFFRES :

4.1 PRESENTATION DES OFFRES SUR SUPPORT PAPIER :

4.1.1 REMISE DES OFFRES :

Les offres seront présentées sous triple enveloppe cachetée selon l’article 58 du Code des marchés Publics, et sont à adresser à :

**Régie Municipale Energis
53 Rue du Maréchal Foch
BP 50005
57501 SAINT-AVOLD Cedex**

L’enveloppe extérieure portant la mention :

« AVIS D’APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE – RUES D’HAUGERANVILLE – PONCELET - Renouvellement des réseaux ELECTRICITE, EAU, ECLAIRAGE PUBLIC et NUMERIQUES - Reprise de branchements électrique, eau et numériques / SAINT-AVOLD » NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D’OUVERTURE DES PLIS.

4.1.2 ENVELOPPES INTERIEURES :

Chacune des 2 enveloppes portera mention du nom de l’entreprise et de l’intitulé correspondant à son contenu (« 1ère enveloppe intérieure », « 2ème enveloppe intérieure »).

A. 1ère enveloppe (candidature)

Chaque candidat présentera les pièces énumérées ci-dessous conformément aux articles 45 et 46 du Code des Marchés Publics

- Une lettre de candidature (DC4) complétée, datée et signée
- La déclaration du candidat conforme aux modèles réglementaires DC5 F(E) accompagnée :
 - soit d’une copie certifiée conforme de la page 3/3 de l’état annuel des certificats reçus (DC7)
 - soit d’une déclaration sur l’honneur dûment datée et signée par laquelle le candidat atteste qu’il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Attestation sur l’honneur établie par le candidat certifiant que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement conformément aux articles L.3243-2, L 8251-1, et L.1221-13 du Code du Travail.
- La déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles 8221-1, L 8221-3, L 8251-1, L 8231-1 et L 8241-1 du Code du Travail ;

- Les attestations d'assurance (décennales et responsabilité civile).en cours de validité pour les travaux à réaliser
- Si l’entreprise est en redressement judiciaire, la copie conforme du ou des jugements prononcés à cet effet
- L’ensemble des renseignements permettant d’évaluer les capacités techniques et financières de l’entreprise (qualifications, certifications, liste du personnel et du matériel, chiffre d’affaire, ...) ainsi que les références (datant de moins de 3 ans) de travaux exécuter de même nature.
- Actions générales de gestion de la qualité menées par l’entreprise y compris certificats
- Le certificat de qualification délivré par l’organisme professionnel compétant dans le domaine des travaux faisant l’objet de l’appel d’offres, la classification et la certification éventuelle de la démarche qualité de l’entreprise.

Une candidature sera susceptible d’être rejetée en cas d’insuffisance constatée quant aux renseignements fournis par le candidat notamment ceux concernant les références techniques ainsi que les moyens matériels et humains.

Autres renseignements : Tous les documents sont à rédiger en langue française
Variantes non autorisées

Conformément à l’article 53 du C.M.P., le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci fournisse, dans un délai de 8 jours à compter de la date de notification par la personne responsable du marché, l’ensemble des pièces visées à l’article 46 du Code des Marchés Publics.

B. 2ème enveloppe (candidature)

La seconde enveloppe contiendra l’offre de l’entreprise présentée par les pièces suivantes :

L’acte d’engagement (A.E.)

Daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du présent lot (cadre joint à compléter, y compris le calendrier directeur). Le candidat devra indiquer dans l’acte d’engagement le montant des prestations qu’il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu’il pourra présenter en nantissement,

Le Cahier Des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Cahier joint à accepter sans modifications

Le Cahier Des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Cahier joint à accepter sans modification

Le Bordereau des Prix Unitaires (annexe au C.C.T.P.) et le Cadre de la Décomposition du Prix Global (C.D.P.G.)

Cadres joints à compléter entièrement, y compris les quantités nulles et prix pour mémoire.

Un mémoire justificatif des dispositions que l’entrepreneur se propose d’adopter pour l’exécution des travaux

A ce document seront joints des documents explicatifs, notamment :

- une liste de sous-traitants que l'entrepreneur envisage de après conclusion du marché
- des indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants
- un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée des différentes phases du chantier
- des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

4.2 TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Non autorisé.

4.3 CORRECTION DES ERREURS RELEVÉES DANS LE DCE :

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans le cadre de la décomposition du prix global (C.D.P.G.) du dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrages dont le règlement est prévu sur prix unitaire, il présentera son offre en décomposant son détail estimatif en deux parties :

- le montant de la première sera le résultat de l'application des prix unitaires qu'il proposera, aux quantités figurant dans le C.D.P.G. du D.C.E de base.

Le montant de la deuxième partie sera le résultat des modifications que le candidat estimera devoir apporter au C.D.P.G., en modifiant les quantités de natures d'ouvrage qui y sont indiquées, et/ou en y ajoutant éventuellement des natures d'ouvrage et en indiquant les prix et les quantités correspondants.

Article 5 : JUGEMENT DES OFFRES :

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 53 à 55 du code des marchés publics (C.M.P.).

Critères de jugement de la première enveloppe (candidature)

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43, 44 et 47 du Code des Marchés Publics (CMP), qui ne sont pas accompagnées de pièces mentionnées aux articles 45 et 46 du CMP ou qui ne présentent pas :

- les garanties techniques,
- les références professionnelles correspondant à l'objet du marché ;
- les garanties et capacités financières suffisantes,

Ne seront en aucun cas admises.

Lorsqu'une la candidature est jugée irrecevable, la seconde enveloppe contenant l'offre sera directement retournée au soumissionnaire sans être ouverte.

Critères de jugement des offres :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères indiqués ci-dessous par ordre décroissant :

- Critère d'attribution / Prix : 70%
- Critère d'attribution / Délai : 10%
- Critère d'attribution / Compétence technique : 20%

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition, ou de report seraient constatées dans la décomposition d'un prix ou dans le sous détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail, pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si un des candidats a établi le détail estimatif de son offre en deux parties, conformément à la possibilité mentionnée à l'article 3 ci-dessus, "le critère prix" sera, dans le jugement des offres, apprécié comme suit :

- pour les ouvrages ou parties d'ouvrage dont le règlement est prévu sur prix unitaires sans coefficient d'incitation ainsi que pour les ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels la possibilité est prévue de les régler sur prix forfaitaires, on prendra en compte le montant correspondant de la première partie du détail estimatif présenté par chaque candidat ;

par contre, pour les ouvrages ou parties d'ouvrage dont le règlement est prévu sur prix unitaires avec coefficient d'incitation, on prendra en compte le montant correspondant de cette première partie majoré ou minoré par le coefficient d'incitation.

Article 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs sur le présent lot, les candidats pourront s'adresser à :

ENERGIS
53 Rue du Maréchal Foch
57500 Saint-Avold

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires techniques sur le présent lot, les candidats pourront s'adresser à la maîtrise d'œuvre :

ENERGIS
53 Rue du Maréchal Foch
57500 Saint-Avold

A _____, le _____

(L'entrepreneur mandataire)

A Saint Avold, le _____ (Le Directeur Général agissant au nom et pour le compte de
la régie municipale Energis de Saint Avold)